

Lien social et Politiques

Lien social
et Politiques

Fillieule, Olivier. 1997. *Stratégies de la rue. Les Manifestations en France*. Paris, Presses de Sciences Po, 435 p.

Jane Rasmussen

Numéro 39, printemps 1998

Liens personnels, liens collectifs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017679ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017679ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rasmussen, J. (1998). Compte rendu de [Fillieule, Olivier. 1997. *Stratégies de la rue. Les Manifestations en France*. Paris, Presses de Sciences Po, 435 p.] *Lien social et Politiques*, (39), 157–158. <https://doi.org/10.7202/017679ar>

mettant d'inhiber les dispositions au calcul des individus qu'ils cherchent à mobiliser. De même l'enjeu identitaire présent dans de nombreuses mobilisations relativise le stratagème de M. Olson et surtout des tenants de la Rational Action Theory. La rationalité telle qu'elle est envisagée par ces auteurs n'a rien de « naturel » et donc d'universel. Elle est une construction historique, étroitement liée au progrès de la logique du marché, de la bureaucratie et du contrat (C. Tilly) ; elle atteint différenciellement les individus selon la place occupée dans l'espace social ; son emprise varie selon les sphères d'activités sociales. L'autre innovation des recherches actuelles est d'accorder une attention plus grande au rôle des idéologies et des représentations dans les processus de mobilisation. On redécouvre du même coup les conclusions d'un héritage marxiste « refoulé » (E. Neveu, p. 35) ou la thématique de la convergence développée par le courant *collective behaviour* : « Mobilisation du consensus » (R. Melucci), « ajustement des cadres d'interprétation » (D. Snow), « stigmatisation » (M. Dobry), autant de concepts qui mettent en lumière le travail de manipulation symbolique opéré par les organisations de mouvement social. Il s'agit pour celles-ci de doter la protestation d'un langage visant à « transformer le malaise vécu en injustice, en scandale, le légitimer au regard d'un système de normes et de valeurs, bref "monter en généralité", transformer un cas en cause » (E. Neveu, p. 89), mais aussi à masquer la diversité des significations conférées au mouvement par les acteurs mobilisés. Dans ce travail de production, de diffusion de symboles et d'outils cognitifs, travail qui prend appui sur les réseaux de sociabilité existants, l'organisation ne dispose pas d'une liberté d'action totale ; elle s'inscrit dans un « système d'action protestataire » (J. Lafargue, p. 77) construit par les stratégies concurrentes d'autres acteurs intéressés à la mobilisation en cours : organisations militantes, médias, acteurs politiques. L'un des mérites des dernières recherches est d'avoir sensiblement élargi le « casting » des mobilisations, pour reprendre le mot de E. Neveu. Les médias sont devenus les interlocuteurs privilégiés de toutes les entreprises de protestation. Si certaines d'entre elles ont su acquérir un véritable savoir-faire en

matière de relations avec la presse, produisant des « manifestations de papier » (P. Champagne), celle-ci ne saurait être réduite à un « amplificateur » dont on disposerait à sa guise à condition d'en maîtriser le mode d'emploi. Les dispositions des journalistes et plus encore les lois du champ journalistique (recherche du scoop, concurrence, urgence, rentabilité économique) peuvent contribuer à infléchir le sens et la destinée d'un mouvement social au grand dam de ses promoteurs. Autre acteur, longtemps négligé par les constructions analytiques : l'acteur politique. Certes, avec A. Oberschall et la notion de « segmentation », avec C. Tilly et celle de « *polity* », la dimension politique avait acquis droit de cité au sein de la « mobilisation des ressources ». Depuis la piste est devenue route. E. Neveu dans son dernier chapitre s'attarde longuement sur les relations mouvement social-système politique-politiques publiques. Le concept de « structure d'opportunités politiques » (D. McAdam, S. Tarrow), qui mesure le degré — plus ou moins bien intériorisé par les professionnels du militantisme — de sensibilité du système politique aux revendications des mouvements sociaux, a permis d'éclairer un aspect des rapports protestation collective-institutions politiques. Cependant il serait réducteur de s'en tenir à ce constat car, par le truchement des politiques publiques, les gouvernants disposent eux aussi d'un répertoire d'action capable de modeler, de canaliser, voire de créer les mouvements sociaux : « replacer l'État dans un statut de protagoniste à part entière et non de simple objet des revendications des mouvements sociaux n'est donc pas une simple clause de style, mais une condition de compréhension des formes et destinées des mobilisations » (E. Neveu, p. 109).

Les efforts louables des recherches actuelles pour passer outre les clivages académiques dans le but de complexifier les grilles d'analyse ne doivent cependant pas — et nous rejoindrons J. Lafargue sur ce point — entretenir une série d'illusions au fondement du mythe de la science « totale ». Le dialogue interdisciplinaire, par définition, repose sur des échanges entre disciplines *distinctes*, ayant chacune leurs concepts et leurs paradigmes. De plus, le réel est inépuisable et aucune construction ne saurait prétendre à elle seule en épuiser la richesse.

Surtout, l'Histoire amène son cortège de protestations collectives inédites qui contraignent les sciences sociales à un retour réflexif incessant. À l'instar des nouveaux mouvements sociaux dans les années 1970, la mobilisation des chômeurs lance aujourd'hui un défi aux chercheurs : ceux-ci pensaient encore très récemment qu'une identité peu valorisante, alliée à une expérience particulièrement destructurante, constituait un obstacle rédhibitoire à toute action collective de la part de ce « groupe ». Or force est de constater que le stigmate en apparence le plus tenace peut toujours être converti, par une sorte d'« alchimie sociale », en emblème.

Frédéric Pierru
CURAPP, université d'Amiens

• **FILLIEULE, Olivier. 1997.**
Stratégies de la rue. Les Manifestations en France. Paris, Presses de Sciences Po, 435 p.

Après avoir largement participé à la diffusion en France d'un certain nombre de travaux anglo-saxons renouvelant les théories de l'action collective (voir O. Fillieule et C. Péchu, *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993), Olivier Fillieule démontre l'illégitimité d'une distinction longtemps admise entre sociologie des mobilisations et sociologie de la participation politique. Issu d'une thèse de science politique, *Stratégies de la rue* nous offre plus qu'un tableau de l'activité manifestante dans la France contemporaine. Il ne s'agit rien de moins que de reconsidérer la place de l'action dite « non conventionnelle » au sein de ce que l'auteur nomme le « continuum de la participation politique » sans pour autant atténuer la dimension conflictuelle de la manifestation.

La première grande force de cette démonstration réside dans le choix de sources administratives restées jusqu'ici inexplorées, et préférées aux sources de presse beaucoup plus sélectives. S'appuyant sur un dépouillement complet des « mains courantes de voie publique » des commissariats centraux des villes de Nantes (1979-1989) et Marseille (1980-1989) et, pour Paris, de la préfecture de Police (1991), O. Fillieule parvient à reconstituer des séries continues et homogènes d'« événements manifestants » (avec un fichier lourd de

4500 notices). Ces analyses longitudinales présentent nombre d'avantages : à la représentation commune des grands cortèges parisiens fortement médiatisés, elles opposent la réalité d'une multitude de micro-mobilisations, « occurrences les plus routinières de la vie manifestante contemporaine » [p. 17] (que ce soit à Marseille, Nantes ou Paris, 60 pour cent des événements rassemblent entre 50 et 100 participants, 30 pour cent moins de 50). Aux travaux soulignant les transformations de l'engagement politique dans les années 1980, elles opposent le constat de fortes régularités tant au niveau des organisateurs (syndicats), des participants (couches moyennes salariées) que des revendications (importance du statut professionnel), allant ainsi à l'encontre de certains résultats des théories des « nouveaux mouvements sociaux » (notamment ceux de R. Inglehart). Ces analyses, grâce notamment au recours aux sondages auprès des manifestants, soulignent enfin la forte congruence entre l'activité manifestante et d'autres pratiques de participation politique (vote ou adhésion partisane et syndicale), accréditant ainsi la thèse de l'existence d'un « continuum ».

Prenant appui sur les notions de structure des opportunités politiques (H. Kitschelt), de répertoire d'action (C. Tilly) et de vague de mobilisation (S. Tarrow), O. Fillieule élabore un cadre conceptuel particulièrement convaincant, centré non sur la manifestation mais sur « l'action protestataire ». Cette approche dynamique a le triple mérite de replacer l'activisme individuel au cœur de l'analyse des mobilisations, de souligner l'importance de l'interpellation politique et ainsi, grâce aux outils conceptuels déjà évoqués, de s'éloigner tant de la « macrogénéralisation » des nouveaux mouvements sociaux que du « microempirisme » de la mobilisation des ressources. L'intérêt porté au contexte d'action permet alors à l'auteur d'appréhender la dimension conflictuelle de l'action manifestante proprement dite et d'affiner la réflexion sur les notions difficiles de violence politique et de violence d'État.

Les rapports de fins de service rédigés par les commandants de CRS à l'issue de chaque manifestation fournissent en effet une source extrêmement riche pour saisir les interactions stratégiques qui se nouent entre les groupes con-

testataires et les forces de maintien de l'ordre. Surtout, en étendant l'étude des répertoires d'action aux interventions policières, Olivier Fillieule se donne les moyens de saisir très finement les styles de maintien de l'ordre et de « gestion manifestante » comme, par exemple, les procédés de maîtrise de l'espace (barrières, cordons de CRS, canons à eau, etc.). Ce n'est qu'au prix de la compréhension de ces jeux d'interactions complexes entre des perceptions policières différenciées des groupes manifestants, l'intervention de l'autorité politique et les stratégies des manifestants que pourra être cernée la question de la violence collective.

À la lecture des premiers chapitres, on aurait pu craindre que la densité théorique et la profusion des données quantitatives ne confèrent à l'ouvrage un caractère trop abstrait. Il n'en est rien : les analyses de l'auteur prennent chair dans la troisième partie, qui multiplie de minutieuses études de cas, sans négliger schémas et iconographie.

Jane Rasmussen
Centre de recherches administratives
et politiques, CNRS,
Université de Rennes 1 et
IEP de Rennes

• **GODBOUT, Jacques T., et Johanne CHARBONNEAU, avec la collaboration de Vincent LEMIEUX. 1996. *La Circulation du don dans la parenté, une roue qui tourne*. Montréal, INRS-Urbanisation, 226 p.**

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche visant à mieux comprendre le rôle du don et de la dette et la spécificité de leur articulation avec le marché et l'État. Les réseaux sociaux sont dominés par les principes du don et de la dette, alors que le marché l'est par ceux de l'équivalence et de l'utilité et l'État démocratique par ceux de l'autorité et de l'égalité entre les citoyens. Ainsi, c'est à partir d'une interrogation sur les caractéristiques spécifiques des rapports de don dans la parenté que les auteurs mènent leur enquête sur « la sphère des relations personnelles ». Ils entendent vérifier que le principe du don y est bien dominant et examiner comment les autres principes s'articulent à celui-ci.

Les auteurs prennent soin de préciser qu'ils ne sont ni anthropologues, ni économistes, ni psychologues, mais que leur

domaine d'expertise est la sociologie et la science politique. C'est bien de l'observation des structures politiques et administratives qu'est né leur intérêt pour les systèmes de circulation des choses ne relevant ni d'appareils politico-administratifs, ni du marché. C'est à partir de l'analyse de systèmes sociaux très modernes qu'ils se sont intéressés à un objet qui est souvent analysé comme résiduel car relevant des liens sociaux, familiaux et communautaires (p. 3).

Des données qualitatives recueillies auprès de 43 personnes membres de sept réseaux familiaux sont au fondement de cette recherche qui distingue, dans un premier temps, cadeaux — prototypes du don au service du lien —, hospitalité — expression directe du lien qui peut relever du don (invitation à un repas) ou être associée au service et à l'aide —, et services dont la circulation est régie par la norme du besoin du receveur : on prête ou on loue des objets ou de l'aide « pour rendre service ».

Mais qu'est-ce qui fait circuler le don ? Les sentiments sont de plus en plus le moteur des relations de parenté, dominant les rôles, statuts et traditions. Mais la relation personnelle entre membres familiaux peut-elle seule rendre compte de la circulation du don, indépendamment des multiples statuts de chacun à l'intérieur du réseau et à travers le cycle de la parenté ? Les rôles associés aux positions constituent en fait un cadre de référence. Chacun se situe par rapport à ce cadre, mais les comportements eux-mêmes dépendent tout autant de la construction temporelle des liens concrets (p. 76).

Quel est finalement le sens du don dans la parenté ? Quelles sont les normes non économiques et non utilitaires qui régissent la circulation du don ? Y a-t-il une économie de la parenté ? Si cette économie existe, quel est son statut, sa fonction par rapport à l'économie formelle ? Sans être régie par le principe du marché, cette économie de la parenté semble être marquée par la liberté et par le dégagement des contraintes, par le rapport personnel et le dégagement du rapport marchand. Elle obéit à certaines règles morales qui relèvent du principe de la dette plutôt qu'à des normes de justice qui renvoient aux principes d'égalité et d'équité.

Le don apparaît en conclusion comme le principe organisateur de la cir-